Procès-verbal commission transaction du 3 juillet 2025

Date de la réunion : jeudi 3 juillet 2025Lieu de la réunion : Zoom uniquement

Personnes présentes :

DESCAMPIAUX	Philippe	Présent	LILLE, HAUT DE FRANCE
LIEUTAUD	Alain	Excusé	MARSEILLE
GUILLOTTE	Nicolas	Présent	NORMANDIE
GACON	Maxence	Présent	BOURGOGNE FRANCHE COMTE
PLANTARD	Jocelyn	Absente	BRETAGNE
COSTE	Benoit	Présent	PACA, BARCELONNETTE
DE ROQUEFEUIL	Arnaud	Présent	IDF
DE CARNE	Jacques	Présent	IDF
AUSSENAC	Bruno	Présent	IDF
MAUMEJEAN	Dominique	Excusée	LE CANNET DES MAURES, VAR
DELANDREA	Aurélien	Présent	LYON, RHÔNE- ALPES
TOURDIAT	Karin	Absente	NIMES, OCCITANIE
COLLIER	Aurélien	Absent	BOURGOGNE FRANCHE COMPTE
PACTEAU	Benjamin	Absent	PAYS DE LA LOIRE, NANTES
COLCOMBET	Olivier	Présent	NATIONAL
SIOUNATH	Didier	Absent	IDF, MELUN
MARTIN PACHECO	Gabriel	Absent	OCCITANIE, TOULOUSE
COMBE	Coralie	Absente	CENTRE, BLOIS
CARDOUAT	Martine	Présente	OCCITANIE, AQUITAINE
CARRÉ	Stéphane	Excusé	BRETAGNE
DESCUDET	Brice	Absent	Aquitaine BORDEAUX
VAN CAPPEL	Sandra	Présente	GRAND-EST NANTES
GRIMAL	Adrien	Présent	MARSEILLE, PACA
RINGEISEN	Elen	Présente	MOLSHEIM, STRASBOURG GRAND- EST
RIOTTE	Eloïse	Absente	CENTRE VAL DE LOIRE

Laurie Pekoulard juriste rattachée à la présente Commission était également présente.

Ordre du jour

1. Résultats du sondage et tour de marché

2. Actualité juridique

- 2.1. Nouveautés au sujet du DPE
- 2.2. Loi bien vieillir et création d'un fichier des mesures de protection des majeurs
- 2.3. Renforcement de la sécurisation des actes notariés établis par voie électronique

3. Intervention Eric TEXIER, Directeur général de LocaGestion

4. Divers

4.1. Congrès de Strasbourg

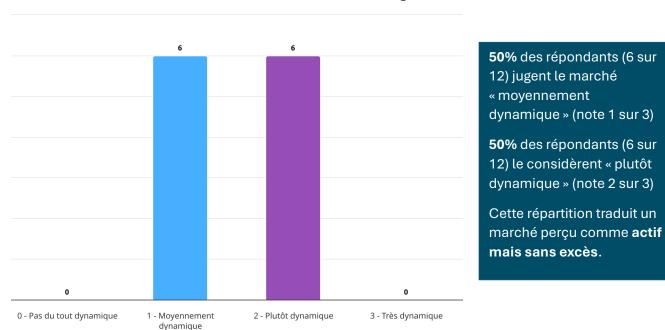
Point organisation commission transaction lors du congrès

4.2. Vie de la commission transaction

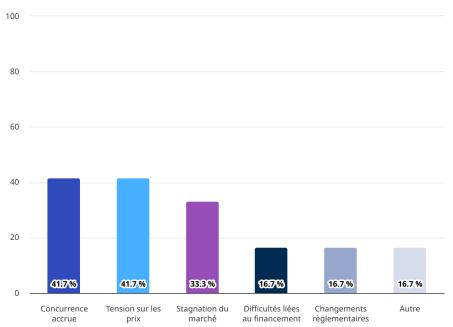
1. Résultats du sondage et tour de marché

* Résultat du sondage

1. Comment évaluez-vous le marché immobilier de votre région actuellement?

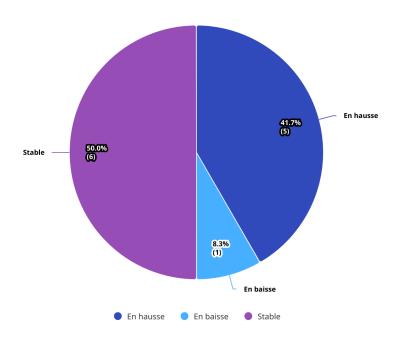


2. Quels défis avez-vous rencontrés sur le marché immobilier ce mois-ci?



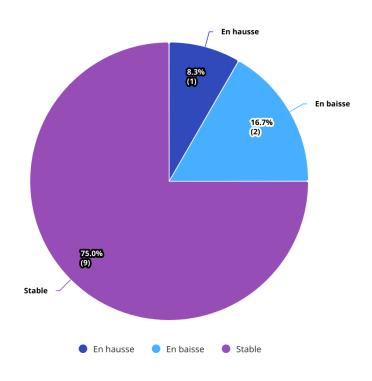
Les principales difficultés rencontrées ce mois-ci se répartissent comme suit : une concurrence accrue (41.7 %), des tensions sur les prix. En troisième position arrive la stagnation du marché. d'autres facteurs sont aussi évoqués (16.7),parmi lesquels on note notamment la persistance d'une certaine frilosité et instabilité des acquéreurs.

3. Diriez-vous que votre CA sur les 3 derniers mois (par rapport au trimestre précédent) est en hausse, en baisse ou stable ?



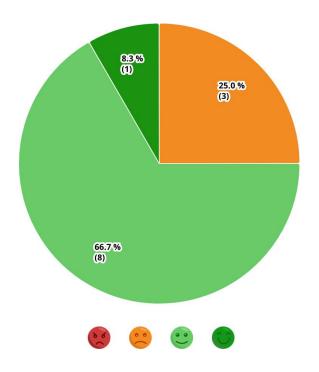
Sur les trois derniers mois, 41.7 % des répondants déclarent une hausse de leur CA, 50 % une stabilité, et 8,3 % une baisse. Parmi ceux ayant constaté une hausse, l'augmentation moyenne est de 16,6 % (minimum 10 %, maximum 20 %). Pour la seule baisse déclarée, elle est de 50 %

4. Diriez-vous que le prix moyen du mètre carré dans votre région (sur les trois dernier mois) est en hausse, en baisse ou stable ?



La majorité (75%) observe une stabilité du prix moyen du mètre carré sur les trois derniers mois. Seuls 8,3 % signalent une hausse (de 12 %), et 16,7 % une baisse (de 5 % en moyenne).

5. Comment est votre moral?



Le moral moyen des répondants est plutôt positif : 66.7 % attribuent une note de 3 (sur 4), et 8.3% la note maximale de 4.

* Tour de marché

REGION/VILLE		
Haut de France	Légère reprise. Les acquéreurs sont très pointilleux. L'année 2025 est globalement plus positive que l'année précédente.	
Bourgogne - Franche Comté	Il y a eu un regain mais qui commence à s'essouffler. Les biens de petite surface se vendent bien contrairement aux biens d'une valeur de 300K et plus pour lesquels la vente est plus difficile.	
Paris	Marché compliqué sur le mois de juin sans doute à cause du contexte international lui- même source d'incertitudes. Marché grippé.	
Marseille	Reprise en début d'année freinées en quelques sorte par les annonces politiques qui on sclérosé le marché. Les acquéreurs sont plus pointilleux car il y a beaucoup de biens su le marché.	
Lyon	Nous avons eu quelques ventes sur des biens avec une valeur de 700 K. les investisseurs souffrent du plafonnement des loyers. Il y a beaucoup de visites mais peu d'offres. Une reprise mitigée	
Toulouse	Après un bon démarrage au premier trimestre. Cette seconde période est plus difficile et les équipes souffrent. Un redémarrage mitigé.	
Nîmes	Nous observons actuellement une reprise tangible de l'activité, avec une hausse estimée à environ 20 % par rapport à l'année précédente. Cette dynamique est notamment portée par une confiance retrouvée des acheteurs sur des prix n'excédant pas 300 K €, malgré un contexte économique encore incertain et difficile. La résidence principale reste aujourd'hui le moteur du marché tandis que le marché des locaux professionnel est tendu du fait du report de projet des entrepreneurs compte tenu du contexte économique.	
Barcelonnette	Une centaine de mandats en stock. Nous ne sommes pas en perte mais il n'y a pas non plus de retour à la normale	
National	Cette période confirme une reprise fragile. 6000 agences seraient en liquidation depuis le début de l'année. Hausse des mandats de 12 % et de 10 % pour les compromis. Au global +20 % à fin mai sur les cinq premiers mois 2025	

2. Actualité juridique

2.1 Nouveautés au sujet du DPE

Deux arrêtés du 16 juin 2025 comportent de nouvelles mesures visant à renforcer la fiabilisation du DPE et prévenir les risques de fraude.

Ces deux arrêtés visent notamment l'instauration de QR code et le recours à l'intelligence artificielle afin détecter les anomalies.

- Les principales dispositions du premier <u>arrêté</u> (NOR : ATDL2513478A) :
 - **L'article 1**^{er} du texte prévoit ainsi qu'à compter du 1^{er} juillet 2025, le professionnel devra présenter au commanditaire d'un diagnostic ou à son représentant le QR code qui figure sur le certificat délivré lors de la certification initiale cela afin d'attester de la présence d'une certification en cours de validité.
 - Les articles 2 et 3 prévoient quant à eux qu'à compter du 1 er septembre 2025 un QR figurera sur le DPE et qui permettra au propriétaire du logement d'accéder au DPE directement sur le site de l'ADEME et de s'assurer de la conformité du document établi. L'affichage sur les logiciels validés des classes énergétique et carbone, ainsi que des consommations d'énergie primaire et émissions de gaz à effet de serre y afférentes sera conditionné à la transmission du DPE sur le site de l'observatoire DPE -audit.
- Les principales dispositions du second arrêté (NOR : ATDL2513472A) :
 - L'article 4 prévoit la mise en place d'un outil basé sur l'intelligence artificielle qui déclenchera automatiquement un signalement des anomalies auprès de l'organisme ayant délivré la certification. L'organisme aura ensuite 1 mois instruire les signalements. Ce délai est d'une semaine si l'anomalie implique le droit d'exercice du diagnostiqueur.
 - Le même article 4 prévoit également « qu'en l'absence d'éléments probants fournis dans un délai de deux semaines à compter de la demande de l'organisme de certification, ce dernier suspend la certification pour un délai maximum d'un mois. Au-delà de ce délai et en l'absence d'éléments probants, la certification est retirée. »

Ce retrait est assorti d'une interdiction de réinscription avant 18 mois en cas de fraude, et 2 ans en cas de récidive intervenant dans un délai de moins de 10 ans suivant la précédente décision de retrait.

Un arrêté complémentaire devra fixer les indicateurs statistiques à prendre en considération par l'outil et les seuils traduisant des pratiques qui sont manifestement irrégulières.

2.2 Loi bien vieillir : création d'un registre national dématérialisé des mesures de protections des majeurs

La loi du 8 avril 2024, dite « Bien vieillir », prévoit la création d'un registre national dématérialisé regroupant toutes les mesures de protection juridique (sauvegarde de justice, curatelle, tutelle, habilitation familiale), les mandats de protection future ayant pris effet, ainsi que les désignations anticipées. Cependant ce registre entrera en vigueur au plus tard le 31 décembre 2026, à une date fixée par Décret.

2.3 Renforcement de la sécurisation des actes notariés établis par voie électronique

Le décret du 13 juin 2025 renforce la sécurité des actes notariés établis sur support électronique, à compter du 1er octobre 2025. Il modifie le décret de 1971 pour garantir que la validité des actes électroniques soit mieux assurée, notamment par une vérification claire et fiable du pouvoir d'agir des parties.

Principales nouveautés:

- Les systèmes informatiques utilisés par les notaires pour les actes électroniques doivent être agréés par le Conseil supérieur du notariat (CSN) et garantir l'intégrité, la confidentialité et la sécurité des actes.
- Pour les actes électroniques à distance, le recueil des consentements se fait désormais par visioconférence via un outil sécurisé et conforme.
- Pour les procurations électroniques à distance, l'identification des parties doit passer par un système de vérification certifié par le CSN.
- Le notaire recueille d'abord tous les consentements à la procuration, puis les signatures électroniques immédiatement après (et non plus simultanément), l'acte étant finalisé par la signature électronique qualifiée du notaire.

Enfin, le texte rappelle la distinction entre l'acte notarié (qui constate une opération juridique) et la procuration notariée (qui habilite une personne à agir au nom d'une autre), la procuration pouvant servir pour plusieurs actes, dates et notaires différents, ce qui justifie des règles spécifiques.

3. Intervention Eric TEXIER, Directeur général de LocaGestion

Présentation de la solution



4. Divers

4.1 Congrès de Strasbourg

Pour rappel la commission transaction se réunira en présentiel le lundi 29 septembre à 17 h. Elle se tiendra dans une des salles du lieu du congrès.

4.2 Vie de la commission

Deux nouveaux élus GACON Maxence pour la Bourgogne Franche Comté et RIOTTE Aurélie pour La région Centre val de Loire font leur entrée dans la commission. Le président Bruno Aussenac leur souhaite la bienvenue et leur a présenté les principaux objectifs de la commission transaction.

Monsieur DESCAMPIAUX annonce qu'il s'agit de sa dernière participation à la présente commission et qu'Aurélien Renard, président de sa région désignera prochainement un nouveau membre de la commission.

A la demande de Danielle Dubrac, Martine CARDOUAT intègre le CNTGI.

Enfin le président trouve très regrettable que des représentants de régions ne participent jamais au commissions Transactions, il compte néanmoins sur la présence de toutes et tous au congrès de Strasbourg.

La prochaine commission se tiendra en présentiel au Congrès de Strasbourg le lundi 29 septembre à 17h